

23 POINTS SAILLANTS OU INEDITS SUR LES 177 IDENTIFIES		
Thème2	Élément présent dans le livre	Pourquoi c'est innovant ou intéressant
Thèses transversales	A001 · Les problèmes de la France qui reviennent dans cette rentrée, sont en fait la conséquence d'un problème commun, mais jamais évoqué. Le livre relie déficit public, retraites, stagnation salariale, dégradation des services et colère politique à un décalage commun : des engagements et des institutions conçus pour une croissance forte, dans une économie durablement moins dynamique. Il ne réduit pas tous les chocs à une cause physique unique ; son fil conducteur est le « déni de ralentissement ».	Angle de grand entretien ou de dossier transversal : déplacer le débat des symptômes annuels vers les règles qui les reproduisent.
Thèses transversales	A003 · La seule hausse de la dette publique n'est pas un problème, ce qui pose problème est la baisse de l'actif net (patrimoine matériel et immatériel - dettes et engagements). Or cette baisse s'accélère	Reprend un argument souvent repris pour justifier des hausse de l'endettement pour montrer, chiffres à l'appui, que la situation n'est pas plus favorable si on élargit l'angle d'analyse
Thèses transversales	A004 · Trois dettes se renforcent : financière, écologique et « dette technique politique » : a force de problèmes différés, de réformes incomplètes et de dégradation des services publics les français doutent de leur institutions et élites au point où celui bloque les marges de manoeuvres - toute décision est suspecte.	Une des synthèses les plus fortes du livre : santé, défense, école et climat apparaissent comme des passifs différés plutôt que comme une succession d'urgences indépendantes.
Thèses transversales	A009 · La métaphore de La jarre : ne pas choisir, c'est laisser l'arithmétique choisir à notre place. Quand la jarre (c'est à dire la richesse nationale) grossit vite, galets (enjeux et besoins essentiels) et sable (propositions accessoire) peuvent coexister. Quand sa progression ralentit, l'ordre d'introduction décide de ce qui sera financé. Sans priorisation de fond, les dépenses anciennes peuvent donc protéger l'accessoire et évincer l'essentiel.	Métaphore mémorable qui transforme une discussion abstraite de plafond budgétaire en question politique : qui a choisi les priorités actuelles ?
Thèses transversales	A006 · L'« anti-PIB », c'est à dire la partie du PIB constitué d'actions à faible valeur ajoutée, d'activité nuisibles (arnaques) et de complexité inutile, absorbe des moyens qui manquent à l'essentiel.	Mieux identifier et réduire cet anti-PIB permet de récupérer de l'utilité et du pouvoir d'achat sans croissance miraculeuse.
Thèses transversales	A007 · Le poids des dépenses contraintes et leur importance croissante quand le revenu des plus modeste peine à progresser	Reformulation accessible du décalage entre indicateurs macroéconomiques et vécu. Angle « où passe le revenu supplémentaire ? » plutôt qu'opposition entre statistiques et ressenti. Les dépenses pré-engagées et le revenu arbitraire existent déjà statistiquement : il ne s'agit pas d'une innovation mais d'une remise en
Thèses transversales	A016 · Accepter un niveau réaliste de croissance ce n'est ni l'appauvrissement ni la décroissance : 1,2% de croissance par tête c'est 35 % de richesse supplémentaire en une génération. C'est moins que les 110 % qu'apporterait une croissance de 3 % (qu'aucun pays développé n'a connu durablement depuis des décennies), mais largeemnt supérieur à zéro. Un tel niveau peut financer un modèle social, une amélioration continue des techniques médicale et de l'espérance de vie, pourvu que nous fassions les bons choix (cf la théorie de la Jarre : a l'inverse être irréaliste imposera des ajustements lors desquels l'arithmétique prendra les choix à notre place)	Chiffre simple et mémorable qui évite de confondre faible croissance, stagnation et appauvrissement ; utile comme ouverture d'entretien.
Retraites et épargne	A089 · L'inquiétante situation de l'épargne retraite : l'analyse menée sur l'ensemble des PER obligatoires du marché (plus faciles à comparer car visant un rendement comparable) montre que les frais d'épargne créés à l'occasion des réformes des retraites peuvent consommer jusqu'à 70 % du revenu des épargnants, et toujours nettement plus que les produits non labellisés mais aux coûts plus réduits (environ 2% du revenu). La présentation des frais en % du montant investi cache l'importance de ces frais : un retraité qui miserait uniquement sur ces produits et choisirait le plus mauvais aurait un taux de remplacement à la retraite de 18% (contre 32% s'il choisit le moins cher) (chiffres hors retraite publique);	Un angle très lisible : une petite ponction affichée sur le capital peut absorber une grande part de son enrichissement. Forte capacité d'infographie.
Retraites et épargne	A084 · On a du mal à expliquer les injustices entre générations d'épargnants, et l'indicateur proposé par le COR pour cela (les TRI) est complexe. Le rapport calcule un indicateur plus accessible, le taux de reversement (somme des retraites reçue pour une génération compte tenu de son espérance de vie divisé par la somme des cotisations de cette même génération pour une carrière pleine). Nous montrons que ce taux est passé d'un peu moins de 2 (générations de retraités les plus anciennes) à près de 1 et devient inférieur à 1 pour les cadres (ce qui pose un réel problème de soutenabilité : le système n'a plus aucun intérêt économique	Le passage d'un taux financier abstrait à un ratio compréhensible peut produire un excellent graphique journalistique sur l'équité entre cohortes, et mieux expliquer les enjeux d'indexation (la seule façon de rééquilibre des taux de reversement, les plus favorable étant ceux des retraités actuels)
Retraites et épargne	A082 · Calcul de la dette implicite du régime des retraites à système inchangé, c'est à dire le montant dont il faudrait disposer en 2026 si l'on voulait financer les déficits futurs sans changer le système. Cette dette est d'un peu moins de 100% du PIB - elle est donc presque équivalente à la dette publique.	Donner un prix au report de la décision, plutôt que citer seulement le déficit d'une année (qui peut paraître modeste estimé en point de PIB, alors qu'il est croissante et considérable si on l'actualise)
Mesurer et protéger l'essentiel	A141 · Proposition et calcul d'une « inflation essentielle », qui mesure plus finement la perte de pouvoir d'achat des plus modestes que l'inflation moyenne (utile pour regarder le PIB ou la situation moyenne, mais qui ne correspond pas à celle des plus modestes). La publication d'un tel indicateur permettrait à la fois de mieux indexer les allocations, et pourrait servir de cible pour des politiques ambitieuse pour maîtriser l'inflation essentielle, et protéger un pouvoir d'achat des plus modestes menacé par le ralentissement généralisé de notre économie.	Un des outils les plus distinctifs du livre : remplacer une partie de la compensation monétaire par une action sur le coût réel de la vie. A titre d'exemple l'indexation des retraites sur cet indice réduirait une part majoritaire des problèmes de financement de retraites à horizon 2080.

Croissance et salaires	A056 · Ralentissement du la croissance du salaire réel en trois époques : +4,1 % par an de 1951 à 1979, +0,5 % de 1979 à 2018 et 0 % en moyenne de 2018 à 2025. Le texte relie cette rupture aux frustrations salariales.	Un des graphiques les plus directement exploitables pour une page économique : il rend tangible le ralentissement à l'échelle d'une carrière.
Démographie et vieillissement	A033 · La France dépense beaucoup en retraites malgré un vieillissement moins défavorable. Le graphique en nuage de points croise le poids actuel des retraites dans le PIB avec la dégradation future du ratio de dépendance. La France se situe parmi les pays coûteux, sans être parmi ceux dont le vieillissement prévu est le plus brutal.	Un des meilleurs graphiques de comparaison internationale du livre : il déplace la discussion de la démographie subie vers les choix de conception du régime.
Croissance et salaires	A050 · La fin de la « productivité importée » : textile, électronique et autres biens à bas prix ont soutenu le pouvoir d'achat occidental malgré de faibles gains domestiques. Le rattrapage salarial des pays fournisseurs, leur vieillissement et le protectionnisme réduisent progressivement ce dividende.	Angle de longue période sur le pouvoir d'achat : une partie de son moteur se trouvait hors de France, pas seulement dans l'efficacité de nos entreprises.
Éducation et compétences	A043 · Surproduction de diplômés ou mauvaise préparation à créer de l'activité ? Le livre croise jeunes hors emploi/études/formation et sentiment de surqualification, puis oppose deux lectures : pas assez de débouchés, ou formations insuffisamment orientées vers l'initiative, la création et l'évolution des activités.	Formulation de débat très efficace pour l'enseignement supérieur : ne pas confondre « trop de diplômés » et « compétences mal orientées ». Répond aux thèses de P Turchin qui a une analyse statique (il y a trop de diplômés pour notre croissance) avec une vision dynamique (c'est le rôle de ces diplômés de faire "bouger les murs" et de trouver la croissance de demain. C'est bien là problème qu'il faut adresser.
Anti-PIB et services publics	A115 · [Graphique OLT] Les codes grossissent plus vite que la richesse qui doit supporter leur application (graphique comparant le nombre de mots de plusieurs codes et du PIB par habitant depuis 2003, et le PIB/tête)	Un visuel de synthèse potentiellement très fort : le stock de contraintes réglementaires et légales évolue plus vite que la richesse créée.
Rattrapage et expériences étrangères	A126 · [Tableau OLT] « On a tout essayé » : la France a surtout moins réduit ses dépenses que ses voisins. Or nous présentons plusieurs exemples, et surtout un tableau qui prouve le contraire - la France est la dernière si on classe les pays en termes plus forte baisse annuelle du ratio dépenses publiques / PIB depuis 1978.	Une accroche puissante pour questionner l'idée d'une austérité française déjà menée jusqu'au bout.
Confiance et capital cognitif	A094 · Analyse : La confiance politique est associée au sentiment de participer aux décisions. Le nuage de points rapproche confiance dans le Parlement et sentiment de pouvoir participer aux décisions publiques ; la France et la Suisse illustrent des positions éloignées.	Un visuel de politique économique : la capacité de réformer dépend aussi du sentiment d'avoir prise sur les choix.
Décision et finances publiques	A153 · Compte tenu des blocages et de la difficulté des grandes réformes, un outil plus adapté que le référendum (qui ne permet que de dire "oui" ou "non" à un texte - sur les sujets difficiles comme les retraites ce sera toujours "non") est proposé : le référendum pour choisir des priorités sous contrainte budgétaire et permettre aux citoyens d'arbitrer et de fournir une décision légitime et donc capable de tenir dans la durée sur des sujets difficiles de "décision sous contrainte"	Une proposition forte pour relier contrainte financière et légitimité démocratique : obliger les choix positifs à avoir une contrepartie.
Emploi et parcours	A151 · Remplacer une partie du « grain à moudre » (désormais réduit, voir nul) par un enrichissement des parcours. Dans un monde de croissance faible, on peut toujours donner des perspectives, si on s'en donne les moyens, avec des outils qui restent disponibles mais si la croissance du PIB/de la marge est faible - négocier mentorat, stages, mobilité, reconversion et accès à des outils, reconnaître la diversité d'expérience plutôt que la seule ancienneté.	Une proposition transversale forte : maintenir une progression professionnelle même quand les promotions et hausses générales deviennent plus rares.
Rattrapage de croissance et gestion du ralentissement	A123 · Même si nous devons à moyen terme adapter notre modèle à une croissance plus faible, nous disposons cependant d'un potentiel ponctuel de rattrapage déjà estimé dans le rapport précédent de l'OLT ("Le grand décrochage") dont l'ampleur a été récemment confirmée par le Conseil d'Analyse Économique (30 % de PIB potentiel, sur lesquels "Le Grand Décrochage" détaille chaque levier de rattrapage potentiel)	Distingue deux politiques souvent confondues : utiliser notre potentiel au maximum (notamment avec nos voisins et adapter le modèle à une croissance structurellement plus faible. Rien n'impose la décroissance, en revanche il est nécessaire d'avoir le bon alignement entre nos ambitions et ce que le réel peut raisonnablement fournir (et ne pas distribuer une croissance supérieure à notre potentiel).
Mesurer et protéger l'essentiel	A145 · Faire porter le coût de l'usure professionnelle (métiers pénibles ou usants) sur ceux qui peuvent l'éviter, au lieu de faire payer par les régimes des retraites des pratiques d'entreprises qui "usent" les salariés et qui s'abstiennent de définir des postes accessibles aux salariés plus âgés (approche passive : on indemnise au lieu de traiter le sujet). Il y a des précédents : l'approche "active" retenue pour les accidents du travail a eu des effets notables dans l'industrie.	Une piste originale dans sa mise en relation : traiter l'emploi des seniors comme un problème de conception du travail et d'incitations employeur.
Projet de société	A174 · En matière de doctrine internationale, trois cercles de coopération au lieu d'un choix binaire entre multilatéralisme et repli : Contrats de projet avec des pays volontaires ; alliances durables pour les enjeux souverains ; usage pragmatique des instruments de sécurité économique face aux partenaires non	Une proposition structurée, notamment pour une coalition d'IA ouverte incluant des partenaires européens et non européens, et adaptée à un monde dans lequel les alliés d'hier deviennent plus
Projet de société	A177 · Remplacer le principe de précaution par un « principe de soutenabilité à long terme » intégrant le risque de l'action comme celui de l'inaction. Le principe de précaution est biaisé : il sacrifie la peur du risque, mais dédouane de la responsabilité liée au fait de ne pas agir ou de laisser une situation se dégrader. Ce faisant, il paralyse l'innovation et déresponsabilise les décideurs publics. Le principe de soutenabilité, inspiré de la philosophie de l'éternel retour, corrige cette asymétrie en imposant d'évaluer avec la même rigueur les dangers de l'action et les coûts, souvent bien plus dévastateurs, de l'inaction. Au passage il est proposé de déjudiciariser ce droit pour renforcer l'évaluation et donner plus de place à la sanction par le vote démocratique.	Règle les défauts liés aux principaux de précaution, renforce le principe des principes de soutenabilité et fait apparaître la responsabilité de l'inaction et de la conservation à long terme de déficits pourtant connus et largement documentés.